

Bâtiment Le Prieuré
165, Route de Chambéry
73 370 LE BOURGET-DU-LAC
Tel. 04 79 25 20 32 Fax. 04 79 25 32 26
Mail : info@cen-savoie.org

Marché public Etude projet

***Etude projet de restauration écologique d'un casier de l'espace protégé de Malourdie
(Anglefort, Ain)***

Contrat

Marché de prestations intellectuelles

Avec le soutien de :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DES PARTIES	1
ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION	2
2.1. OBJET	2
2.2. ALLOTISSEMENT	3
2.3. MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ	3
2.4. DUREE	3
2.5. TRANCHES & PHASES TECHNIQUES	3
2.6. CONDUCTEUR D'OPERATIONS	4
2.7. SPECIFICATIONS TECHNIQUES	5
ARTICLE 3 – PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 4 – VARIANTES ET OPTIONS	5
ARTICLE 5 – PRIX	5
ARTICLE 6 – DELAIS D'EXECUTION	6
6.1. DELAIS DE BASE	6
6.2. PROLONGATION DES DELAIS	6
ARTICLE 7 – CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION : ASSURANCES	7
ARTICLE 8 – VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS	7
8.1. VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES	7
8.2. DECISION DE RECEPTION, DE REFACTION, D'AJOURNEMENT OU DE REJET	9
ARTICLE 10 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	10
ARTICLE 11 – APPLICATION DES PENALITES	10
11.1. PENALITES POUR RETARD	10
11.2. PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS DE TRAVAIL	10
ARTICLE 12 – CONDITIONS DE REGLEMENT	10

Avec le soutien de :

12.1. REGLEMENTS	10
12.2. SOUS-TRAITANCE	11
<u>ARTICLE 13 – CONDITIONS DE RESILIATION</u>	<u>11</u>
<u>ARTICLE 14 – DROIT ET LANGUES</u>	<u>12</u>
<u>ARTICLE 15 – DEROGATIONS AU CCAG-PI</u>	<u>12</u>

Avec le soutien de :

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DES PARTIES

Le pouvoir adjudicateur : Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie

Son représentant : M. le Président du Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie

Ordonnateur : M. le Président du Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie

Comptable assignataire des paiements : M. le Président du Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie

Et :

☐ **Le signataire (candidat individuel)**

M.
Agissant en qualité de

☐ m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte :

Nom commercial et dénomination sociale :

Adresse :

Adresse électronique :

Numéro de téléphone : Télécopie :

Numéro de SIRET : Code APE :

Numéro de TVA intracommunautaire :

☐ engage la société sur la base de son offre :

Nom commercial et dénomination sociale :

Adresse :

Adresse électronique :

Numéro de téléphone : Télécopie :

Numéro de SIRET : Code APE :

Numéro de TVA intracommunautaire :

à exécuter le marché dans les conditions ci-après définies.

Ou :

☐ **Le mandataire (candidat groupé)**

M.

Agissant en qualité de

désigné mandataire :

☐ du groupement solidaire

☐ du groupement conjoint

Nota : En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Nom commercial et dénomination sociale :

Adresse :

Adresse électronique :

Numéro de téléphone : Télécopie :

Numéro de SIRET : Code APE :

Numéro de TVA intracommunautaire :

S'engage, au nom des membres du groupement, sur la base de l'offre du groupement, à exécuter le marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de **120 jours à compter de la date limite de réception des offres** fixée par le règlement de la consultation.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

2.1. OBJET

La présente consultation a pour objet la ***Etude projet de restauration écologique d'un casier de l'espace protégé de Malourdie (Anglefort, Ain)***

Le Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie mettra à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations et facilitera en tant que de besoin, l'obtention auprès d'autres organismes compétents des informations et renseignements dont il pourra avoir besoin.

2.2. ALLOTISSEMENT

Sans objet.

2.3. MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

La procédure de passation utilisée est une **procédure adaptée ouverte**. Elle est soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de prestation intellectuelle.

2.4. DUREE

La durée du marché se confond avec les délais d'exécution mentionnés à l'**article 5** du présent contrat.

2.5. TRANCHES & PHASES TECHNIQUES

La consultation n'est pas fractionnée. Elle comporte une seule tranche ferme, comprenant les phases suivantes :

L'étude est composée d'une tranche ferme, elle-même décomposée en trois phases :

- Phase 1 – Proposition et comparaison de scénarii d'aménagement
- Phase 2 – Concertation et choix d'un scenario d'aménagement
- Phase 3 – Conception au niveau projet du scénario retenu

Le paiement sera effectué à l'issue de chaque phase, dans les conditions de l'article 12.1 du présent contrat.

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie peut arrêter l'exécution des prestations à l'issue de chacune des phases mentionnées. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du contrat sans indemnité pour le titulaire.

Phase 1 : Réalisation de l'avant-projet :

Sur la base de la bibliographie existante et d'un ensemble de données récoltées par le CEN Savoie, constituant l'état des lieux initial de la parcelle, différents scénarii d'aménagement seront proposés par le prestataire.

Ils prendront en compte les caractéristiques du site pour proposer différentes modalités techniques

Réalisation de l'avant-projet

Phase 2 : Concertation et choix d'un scénario d'aménagement :

Les éléments produits à l'issue de la phase 1 seront utilisés pour animer la concertation. Le prestataire les fournira aux membres du comité de pilotage du projet, qui choisiront le scénario le plus adapté.

Phase 3 – Conception au niveau projet du scénario retenu :

Il s'agit de réaliser le projet détaillé des aménagements liés au scénario retenu. Pour chacune des actions, l'étude projet comprendra, selon la nécessité :

- une proposition d'implantation des aménagements et travaux, notamment surfaces et profondeurs de remblaiement ;
- l'appréciation des volumétries des travaux et des dimensionnements des aménagements ;
- une description des caractéristiques des aménagements ;
- la détermination des matériaux d'apports ;
- les caractéristiques des profils de berges envisagés pour les milieux aquatiques (plans, coupes, perspectives) ;
- Végétalisation et l'origine des espèces utilisées ;
- l'établissement du coût prévisionnel des travaux, en distinguant les dépenses par partie d'ouvrage et nature de travaux et en indiquant l'incertitude qui y est attachée compte tenu des bases d'estimation utilisées.

Un mémoire technique présentant l'ensemble des aménagements et travaux, leurs justifications et leurs critères de dimensionnement sera établi à l'issue de la phase projet.

Le projet donnera lieu à une validation par le comité de pilotage. Des préconisations en termes de modalités de suivis de l'efficacité de l'aménagement sur la qualité biologique seront incluses à cette mission.

2.6. CONDUCTEUR D'OPERATIONS

Les conducteurs d'opérations sont :

M. Alban CULAT Chargé de Missions Travaux:

a.culat@cen-savoie.org – 06 30 48 85 84

Ou André Miquet Responsable Territoire et Biodiversité :

Le titulaire lui remettra les pièces concrétisant l'avancement des travaux ainsi que tous les documents permettant le règlement des acomptes et du solde du contrat. Il les enverra à l'adresse suivante :

Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie
Bâtiment Le Prieuré – 165 Route de Chambéry
73 370 LE BOURGET-DU-LAC

Le conducteur d'opérations sera chargé de suivre l'exécution du contrat et certifiera le service fait.

2.7. SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Le contexte et les attendus des prestations sont détaillés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières joint au contrat.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

ARTICLE 3 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du contrat sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- le présent contrat valant Acte d'Engagement (AE) et Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- la proposition technique et financière fournie par le candidat ;
- le CCAG-PI approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR: ECOM2106874A) dont le titulaire est réputé avoir pris connaissance.

ARTICLE 4 – VARIANTES ET OPTIONS

Les variantes et options sont interdites. Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

ARTICLE 5 – PRIX

Les prestations seront rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire non révisable et non actualisable égal à : € HT

Offre de base :

Tranche	Montant total		
	€ HT	TVA 20 %	€ TTC
Tranche ferme			

Soit en toutes lettres (montant total € TTC) :
.....

Le détail du prix est indiqué dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) jointe au contrat (pièce non contractuelle).

Toutes les prestations et les rendus détaillés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (pièce contractuelle) sont inclus dans le prix global et forfaitaire indiqué ci-dessus.

Les prix sont établis en tenant compte de toutes les dépenses, charges et aléas résultant de l'exécution du contrat, y compris les frais généraux, impôts et taxes, marge pour risques et bénéfices.

ARTICLE 6 – DELAIS D'EXECUTION

6.1. DELAIS DE BASE

Les délais d'exécution du marché sont fixés comme suit :

Tranche	Délais d'exécution	
Tranche ferme	Phase 1	2 mois
	Phase 2	3 mois
	Phase 3	2 mois

Le délai d'exécution de la phase 1 court à compter de la notification du contrat.

Tout retard dans les délais d'exécution fixés par le contrat entraînera l'application des pénalités mentionnées à l'article 11.1 du présent contrat.

6.2. PROLONGATION DES DELAIS

Le titulaire pourra bénéficier d'une prolongation des délais d'exécution du contrat dans les cas et conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

Toutefois, et par dérogation à l'article précité, le titulaire pourra également demander à bénéficier d'une prolongation, s'il justifie d'une difficulté technique sérieuse, ne résultant pas de son fait et le mettant dans l'impossibilité de respecter les délais contractuellement prévus.

Le titulaire informe le Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie des difficultés qu'il rencontre et indique, par la même demande, la durée de la prolongation qu'il estime nécessaire à l'exécution de ses obligations contractuelles.

Le Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie apprécie le bien-fondé de la demande de prolongation en fonction de la cause et de la gravité des difficultés techniques alléguées par le titulaire, et communique sa décision dans un délai de 10 jours maximum suivant réception de la demande.

Aucune demande de prolongation ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution.

En tout état de cause, cette possibilité de prolongation ne saurait profiter plus d'une fois au titulaire sur toute la durée du contrat.

Dans tous les cas, l'acceptation du report des délais d'exécution emporte exonération des pénalités de retard prévues à l'article 11 du présent contrat.

ARTICLE 7 – CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION : ASSURANCES

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du contrat.

Il devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance et l'objet du contrat.

À tout moment durant l'exécution du contrat, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 8 – VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS

8.1. VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

Les vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées par le représentant du Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie conformément à l'article 28 du CCAG-PI.

Toutefois, et par dérogation à l'article 28.2 du CCAG, le Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie dispose d'un délai maximum de 1 mois à compter de l'exécution des prestations pour effectuer les vérifications et notifier sa décision au titulaire.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, en l'absence de décision à l'expiration du délai susmentionné, la réception des prestations est réputée acquise.

8.2. DECISION DE RECEPTION, DE REFACTION, D'AJOURNEMENT OU DE REJET

À l'issue des opérations de vérification, le Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie prendra une décision de réception, de réfaction, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

Toutefois, et par dérogation à l'article 29.4 du CCAG-PI, lorsque tout ou partie des prestations exécutées par le titulaire est rejetée par décision motivée, le Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie peut imposer une nouvelle exécution du contrat ou prononcer la résiliation de la partie non exécutée de ce dernier.

Cette faculté s'exerce conformément aux dispositions de l'article 13 du présent contrat.

ARTICLE 10 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître.

Cette obligation de confidentialité se poursuit au-delà de l'exécution du marché.

ARTICLE 11 – APPLICATION DES PENALITES

11.1. PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, si les délais d'exécution fixés par les pièces contractuelles ne sont pas respectés, il sera fait application d'une **pénalité forfaitaire de 50 € HT par jour de retard**, sans mise en demeure préalable.

De même, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dépassant 1 000 € HT sur l'ensemble du marché.

11.2. PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS DE TRAVAIL

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas d'absence non justifiée aux réunions de travail définies dans les pièces du contrat, il sera fait application d'une **pénalité forfaitaire de 50 € HT par absence**, sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 12 – CONDITIONS DE REGLEMENT

12.1. REGLEMENTS

La demande de paiement du titulaire sera envoyée après réception des prestations relatives à chaque mission définie à l'article 2 du présent contrat.

Elles devront parvenir à l'adresse suivante :

Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie
Bâtiment Le Prieuré – 165 Route de Chambéry
73 370 LE BOURGET-DU-LAC

Le mode de règlement pourra s'effectuer par chèque ou virement bancaire. Le délai de règlement est lié aux modalités de financement des opérations objets du marché

contenu dans les conventions signées avec les partenaires publics et privés ayant accepté de les financer. Le délai sera fixé en accord avec le candidat retenu.

Le règlement se fera à l'issue de chaque phase de la mission, telles que définies à aux articles 2.5 et 6.1.

Le délai de paiement courra à compter de la réception de la facture et de l'ensemble des livrables par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du contrat sans indemnité pour le titulaire.

Un décompte général sera établi au terme du marché.

12.2. SOUS-TRAITANCE

Le signataire / le mandataire (barrer la mention inutile) déclare avoir recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution du présent marché :

☐ NON ☐ OUI

Si le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le ou les sous-traitant(s) de premier rang pourront bénéficier du paiement direct dans les conditions des articles 115 et 116 du Code des Marchés Publics.

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance (DC4) et ses avenants éventuels sur demande du Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de 15 jours à compter de la notification de la demande, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire de 30 € par jour de retard, sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 13 – CONDITIONS DE RESILIATION

Les cas et conditions de résiliation applicables au contrat sont ceux décrits aux articles 36 à 42 du CCAG-PI, sous réserve des dérogations suivantes :

- Arrêt de l'exécution des prestations – phases techniques

Si les prestations font l'objet de phases techniques détaillées à l'article 2.5 du présent contrat, le Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie conserve la possibilité de résilier le marché, au terme de chacune d'elle et sous réserve d'un préavis minimum de 10 jours.

- Résiliation pour faute

Par dérogation à l'article 39 du CCAG-PI précité, l'inexécution grave ou répétée par le titulaire des obligations mises à sa charge par le présent contrat autorise le Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, à résilier le marché pour faute

et sans indemnité.

Le titulaire disposera d'un délai d'au moins 15 jours suivant mise en demeure, pour présenter ses observations et exécuter ses obligations.

À défaut de réponse ou d'exécution dans les délais, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Cette faculté de résiliation ne pourra être mise en œuvre dans l'hypothèse où le titulaire démontre, dans le délai de réponse imparti, qu'il n'est pas en mesure de s'acquitter de ses obligations en raison du fait du pouvoir adjudicateur ou de la survenance d'un événement ayant le caractère de force majeure.

- Résiliation pour événements liés au contrat

Indépendamment des hypothèses listées et par dérogation à l'article 38 du CCAG-PI, le Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie peut prononcer la résiliation de la partie non exécutée du marché lorsque tout ou partie des fournitures livrées fait l'objet d'une décision motivée de rejet.

ARTICLE 14 – DROIT ET LANGUES

Le règlement des litiges ressort de la compétence du **Tribunal Administratif de Chambéry**.

Tous les documents, correspondances, demandes de paiement ou mode d'emploi doivent être entièrement rédigés en **langue française**. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 15 – DEROGATIONS AU CCAG-PI

L'article 3 déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

L'article 8.1 déroge aux articles 28.2 et 29 du CCAG-PI.

L'article 8.2 déroge à l'article 29 du CCAG-PI.

L'article 9.2.1 déroge à l'article 25 (option B) du CCAG-PI.

L'article 11 déroge à l'article 14.1 du CCAG-PI.

L'article 12.2 déroge à l'article 3.6 du CCAG-PI.

L'article 13 déroge aux articles 38 et 39 du CCAG-PI.

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

À

Le

Le signataire / le mandataire (*nom, prénom, qualité, signature, tampon*)
[porter la mention manuscrite « lu et approuvé »]

Fait en deux originaux

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

À

Le

Le représentant du pouvoir adjudicateur (*nom, prénom, qualité, signature, tampon*)

Le présent contrat est complété par les annexes suivantes :
[cocher la ou les cases correspondantes]

- ☐ Annexe n°... – Présentation d'un sous-traitant
- ☐ Annexe n°... – Présentation des cotraitants en cas de groupement
- ☐ Annexe n°... – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
- ☐ Autres annexes (à préciser) :

NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE

En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent marché »

À

Le

Le titulaire (*nom, prénom, qualité, signature, tampon*)

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification du marché)